

# L'Humanité



# Rouge

Proétaires de tous les pays,  
unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C. C. P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 306

Samedi 12 juillet 1975

## ACTIVITES DE SUBVERSION DU SOCIAL- IMPERIALISME...

L'affaire «Carlos» est désormais une affaire d'importance internationale. Trois diplomates cubains viennent en effet d'être expulsés de France. Ils fréquentaient régulièrement l'appartement de la rue Toullier où, l'on s'en souvient, fut découvert Carlos Ilitch Ramirez. Pour l'instant le gouvernement cubain reste silencieux sur l'expulsion de ses diplomates, lesquels semblent bien appartenir aux services de renseignements, la Direcciar general de Inteligencia. Or il est de notoriété publique que des liens particulièrement étroits existent entre la DGI cubaine et le KGB soviétique. Selon certaines informations mêmes, un général soviétique, Victor Simenov, serait installé à la Havane pour contrôler directement la collaboration de la DGI avec le KGB. L'utilisation de services de renseignements allemands, de l'Est, tchécoslovaque ou autre est monnaie courante pour le KGB.

Aussi c'est bien la question des objectifs visés par le social-impérialisme soviétique qui se trouve posée à travers l'affaire Carlos et ses à-côtés. Pourquoi l'Union soviétique qui s'oppose partout dans le monde aux masses populaires et à la révolution a-t-elle recours à des agents terroristes ?

C'est que justement dans ses desseins impérialistes et dans sa rivalité avec l'impérialisme américain, la clique révisionniste soviétique ne peut pas s'appuyer sur les masses populaires. Pour faire avancer ses intérêts elle achète des agents dans la bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière qui se chargent de défendre ses intérêts politiques. Mais cela ne suffit pas. Le nombre de gens qui voient de plus en plus clairement la nature impérialiste et hitlérienne de la clique Brejnev augmente sans cesse. Aussi le KGB tout comme la CIA a-t-il recours aux assassinats et au terrorisme pour tenter de modifier le cours de l'histoire. Pour bien travailler, les services secrets des superpuissances ont besoin de susciter des troubles. Car lorsqu'il y a le feu quelquepart alors le moment est venu de piller la maison qui brûle. Au Moyen-Orient, à Chypre, en Italie le KGB rivalise avec la CIA, s'en donnant à cœur joie.

Les activités terroristes d'agents secrets travaillant pour une superpuissance n'ont rien à voir avec l'action révolutionnaire des masses ouvrières et populaires, au contraire.

Il s'agit de tentatives de subversion et non de révolution. La révolution ne s'exporte pas, elle est l'œuvre des masses, c'est pourquoi la subversion a toujours été étrangère aux pratiques des authentiques communistes. Par contre les révisionnistes soviétiques qui ont commencé leur sinistre carrière par un coup d'Etat pacifique contre la dictature du prolétariat à la mort de Staline, ont érigé en principe d'action les méthodes d'espionnage et de subversion dans le monde entier. Qu'on se rappelle ce diplomate soviétique pris la main dans le sac au salon du Bourget en 1973, en train de voler un système de détection au laser, qu'on se rappelle l'affaire de l'espion Guillaume, bras droit de Brandt, qu'on se rappelle les récents démantèlements de réseaux terroristes pro-soviétiques en Yougoslavie ou encore les espions soviétiques arrêtés en plein «travail» en République populaire de Chine. Il a bonne mine le révisionniste Yves Moreau quand il écrit que les propos tenus sur l'affaire Carlos sont des calomnies contre l'URSS ! En réalité l'affaire Carlos n'est très probablement que partie visible d'un iceberg. Et les activités d'espionnage et de subversion social-impérialistes en Europe sont probablement bien plus importantes que ce qu'on imagine communément.

### PORTUGAL

#### Liberté pour les antifascistes emprisonnés !

Plusieurs centaines de militants antifascistes sont emprisonnés au Portugal. Ils ont engagé une grève de la faim. A la prison de Caxias, la vie du secrétaire général du MRPP Arnaldo Matos est gravement menacée. Atteint d'un ulcère il vomit du sang. En refusant son transfert dans un hôpital les sociaux-fascistes veulent attenter à sa vie.

A la prison de Pinheiro da Cruz ce sont 140 antifascistes qui sont emprisonnés et plusieurs d'entre eux sont dans un état grave.

### COMORES

#### Les troupes françaises doivent partir !

Le gouvernement des Comores a exigé le départ des troupes françaises du nouvel Etat indépendant. Le gouvernement français y a répondu par la provocation en déclarant par la bouche de Stirn :

«Les troupes et les fonctionnaires qui se trouvent aux Comores seront amenés à quitter le nouvel Etat, sauf à Mayotte qui continue à appliquer la loi française.»

Ainsi est affirmée la volonté de maintenir la présence des troupes colonialistes sur une partie des Comores et de s'opposer à l'intégrité territoriale de ce pays et à son indépendance. Comme l'ont déjà affirmé plusieurs pays du tiers monde : Mayotte appartient aux Comores et les troupes françaises doivent en partir.

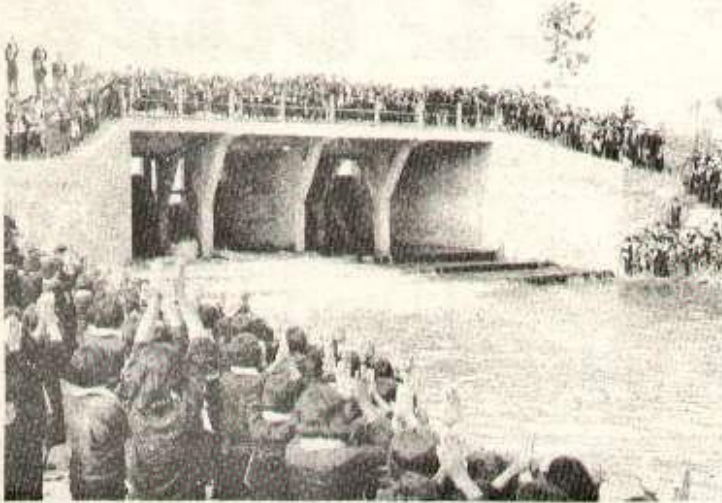
### PARISIEN LIBERE : LES DIRIGEANTS CGT DU COTE DES JAUNES

Voilà maintenant, qu'après avoir isolé les travailleurs en lutte du «Parisien libéré» les dirigeants CGT prennent la défense des jaunes qui à Saint Ouen font paraître le journal et protestent contre «les conditions de travail, de salaires et d'environnement» qui sont le lot de ces employés. Ils prouvent ainsi qu'ils acceptent la parution de ce journal destinée à briser la lutte des ouvriers licenciés. Ils prouvent qu'aujourd'hui, ouvertement, ils abandonnent les travailleurs licenciés pour devenir les défenseurs des jaunes et conserver leur monopole. C'est au ministre du Travail, Durafour, qu'ils

s'adressent et se présentent en représentants des jaunes. Soyons certains que parmi les travailleurs du «Parisien libéré» en lutte cela ne va pas manquer de susciter la colère et d'ouvrir des yeux.

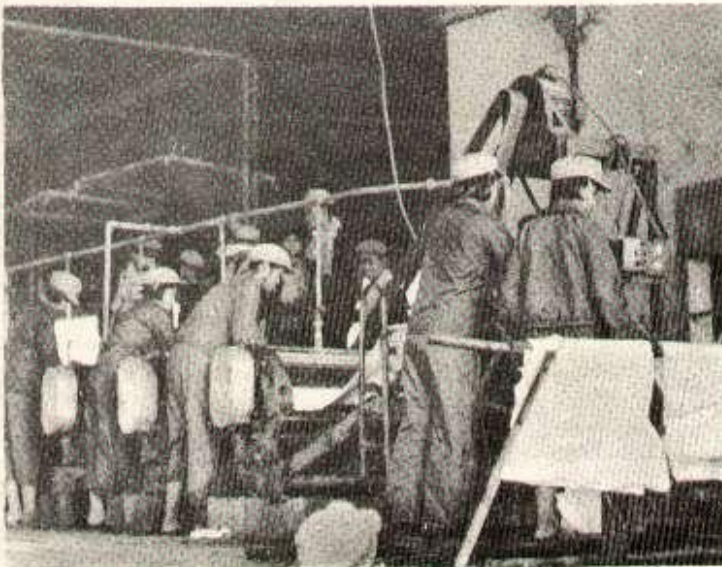
Pendant qu'ils sabotent les luttes ils se livrent à des tractations dans les antichambres des ministères. C'est ainsi qu'aujourd'hui, Ballanger va être reçu par Chirac pour discuter de l'ouverture de négociations. Leur objectif est ainsi de démobiliser la classe ouvrière, d'essayer d'endiguer la montée des luttes en faisant miroiter les miettes obtenues autour d'un tapis vert. (Suite page 4.)

## IMAGES DU CAMBODGE NOUVEAU



Inauguration d'un barrage dans le Sud-Ouest du Cambodge, travail dans un atelier d'une usine de caoutchouc... deux images du Cambodge nouveau que nous venons de recevoir.

Après sa grande victoire dans la guerre de libération nationale le peuple cambodgien redouble d'efforts pour réparer et reconstruire le pays dans l'esprit d'indépendance et de compter sur ses propres forces.



Participation des femmes au travail productif, enthousiasme et ardeur au travail de tous ; le Cambodge d'aujourd'hui — comme celui d'hier — va de l'avant et montre la voie de l'émancipation des peuples.

## Grand retard de la technologie en URSS

Le journal soviétique «La Pravda» a admis dans un éditorial de janvier dernier : «Beaucoup d'unités d'activité n'ont pu année après année accomplir leur plan d'introduction de nouvelles techniques et leur plan de mécanisation et d'automatisation dans la production (en particulier dans le travail auxiliaire).»

Voilà un aveu qui manifeste clairement que les rapports de production capitalistes en Union soviétique sont un obstacle au développement des forces productives.

Pourquoi une telle situation ?

En URSS, la clique dirigeante a transformé les entreprises d'Etat en entreprises du capitalisme monopoliste d'Etat ; la nouvelle bourgeoisie ne se soucie pas du développement de la production ni du bien-être du peuple. Son principal objectif c'est la recherche des profits. Que lui importe l'introduction de nouvelles techniques, si elle peut obtenir des profits maximums grâce à leurs prix de monopoles et à leur situation de monopoles sur le marché.

Dans un article publié le 25 avril 1975 dans le journal soviétique «Sotsialisticheskaya Industriya», le directeur de l'Institut national d'étude de l'Union soviétique a révélé que son institut «avait conçu des dizaines de prototypes de nouveaux appareils, machines et instruments» mais que «nous ne pouvons citer aucun appareil ni machine qui ait reçu la licence de production en série.»

Au fond, les «nouveaux patrons» russes préfèrent la main d'œuvre abondante et à bon marché à l'amélioration technique. Ainsi l'exprime sans fard, le journal «Kommounist» dans son numéro 12 de 1969 :

«La main d'œuvre relativement moins cher empêche le développement technologique car, du point de vue d'élevation du taux de profit, il est plus rentable de recourir au travail manuel que de le remplacer par les machines.»

Aujourd'hui, une bonne moitié de l'activité industrielle soviétique se fait au travail manuel.

Pour maintenir une telle situation «les nouveaux patrons» élèvent artificiellement le prix des nouveaux équipements. Exemple : une nouvelle machine à four automatique à l'efficacité une fois supérieure à celle des machines anciennes coûte dix fois plus cher ! (revue soviétique «Monnaie et crédit»).

Pour une centaine d'usines à Moscou, Leningrad et dans l'Oural, quand les produits manufacturés

fabriqués par la nouvelle technique représentent 10 % au total, le profit est de 30 % ; quand il représente 50 % du total, le profit tombe à 8 ou 10 %. Donc les entreprises sont peu portées à employer la nouvelle technique !

Autre pratique : ne pas enregistrer les inventions ! En 1973, un tiers des inventions recensées ont été appliquées dans l'économie nationale. Le journal soviétique «Ekonomitcheskaya Gazeta» révèle qu'en ce qui concerne l'adoption de nouvelles technologies enregistrées en 1973, le ministère de la Construction mécanique pour l'industrie chimique et du pétrole en a adopté seulement 12 %, le ministère de la Construction des machines pour le bâtiment, les routes et les services communaux, 21 %. Le ministère de la Construction de machines-outils et d'instruments n'a accompli que 16 % du plan de l'introduction de nouvelles technologies.

Du fait qu'on refuse d'adopter et de généraliser les nouveaux procédés technologiques, l'équipement dans les entreprises industrielles soviétiques reste démodé et la productivité peu élevée. Cet état de chose cause un grave problème à l'économie soviétique. Selon des matériaux publiés par la presse soviétique, en 1971, 34 % des machines à couper des métaux et 25 à 30 % des machines textiles en Union soviétique sont des machines tombées en désuétude. Dans l'industrie métallurgique ferreuse, plus de 20 % de l'équipement de laminage daté de la Russie tsariste. Pour réparer et entretenir ces machines surannées, il faut se servir par an de plus d'un million de tours (soit les tiers des tours en usage), occuper 3 millions de travailleurs et dépenser 12 milliards de roubles.

Qu'importe aux «nouveaux patrons» si leurs poches se remplissent plus vite. Un seul domaine échappe à cette stagnation technique : celui de l'industrie de la guerre ; la clique Brejnev y déploie de grands efforts pour s'y assurer une supériorité quantitative et qualitative sur l'autre superpuissance, pour réaliser son rêve de domination mondiale.

Par contre, elle se lamente bien fort de la stagnation technologique dans les autres domaines industriels. Ces lamentations n'y feront rien ; le retard est le fait du capitalisme monopoliste d'Etat qu'elle a restauré ; il ne peut que s'aggraver !

## DEPECHEs

### PALESTINE :

L'hebdomadaire palestinien «Révolution palestinienne», organe du Comité exécutif de l'OLP consacre un article dans son dernier numéro au bilan des six derniers mois ; 208 opérations militaires sur toutes les régions de la Palestine occupée ont été menées à bien. Et ceci souligne le journal, dans «les circonstances les plus complexes et les plus dures traversées par la révolution : les complots impérialistes, sionistes et réactionnaires locaux s'ajoutant les uns aux autres dans le but d'arracher le fusil révolutionnaire combattant des mains de nos révolutionnaires en

vue d'imposer la politique du fait accompli impérialiste sur notre peuple palestinien et sur ses droits nationaux et légitimes en Palestine.»

L'intensification des opérations militaires prouve assez la présence des combattants dans tous les coins de Palestine, leur cohésion et leur détermination dans la lutte.

### AFRIQUE :

La conférence des partis politiques et mouvements de libération africains, s'est terminée le 6 juillet à Tunis sous le mot d'ordre «pour une Afrique libre et solidaire».

Le chef de la délégation algérienne a souligné l'importance d'une telle conférence au moment où, a-t-il dit :

«Notre continent fait face à de multiples complots impérialistes visant à annihiler notre volonté d'indépendance, d'unité, d'édification et de coopération, en créant de toutes pièces des facteurs de division entre les frères et les compagnons de lutte.»

Mais l'heure n'est plus où les superpuissances font la loi de par le monde ; le chef de la délégation du Cameroun a mis en évidence les nouvelles tendances d'aujourd'hui :

«Les deux superpuissances ne sont plus les seuls au monde, la Chine se lève, l'Europe occidentale, tente, non sans difficultés, de se regrouper pour contrebalancer leur poids, le monde arabe s'édifie en puissance financière...»

Un échange d'expériences entre les différents pays, riche et fructueux, sur le renforcement de l'indépendance économique, a été suivi de la réaffirmation du soutien aux luttes des peuples d'Afrique australe et du peuple palestinien.

Au total : une conférence importante pour consolider l'unité et la solidarité africaines.

## EPUR

### Les travailleurs poursuivent la lutte contre les licenciements et pour les libertés syndicales

L'EPUR est une société privée d'urbanisme, travaillant pour le ministère de l'Équipement et des Affaires culturelles, ainsi que pour des collectivités locales.

Cette entreprise fondée en avril 73 par quatre patrons dont la majorité est affiliée au P.C.F. employait 6 salariés et fonctionnait de façon très paternaliste. Les patrons de «gauche» ne voulaient pas se reconnaître dans leur véritable état par rapport à leurs salariés.

En décembre 74, toujours les mêmes patrons, mais 22 salariés. La boîte marche bien, seulement un problème pour la direction : il y a l'existence d'une section syndicale CFDT regroupant 10 employés, donc largement majoritaire par rapport à la section CGT (6 salariés) que la femme d'un des patrons dirige. La CFDT est active, et pose un certain nombre de revendications par rapport à la qualité et l'organisation du travail.

Cela n'est pas pour plaire à ces messieurs qui laissent rapidement tomber le masque paternaliste et annoncent leur projet de renouvellement de certains cadres. — évidemment CFDT. La direction annonce dès lors le licenciement d'un employé dès le 20 janvier 75.

Le motif avancé en premier — au fur et à mesure que le conflit se développera, d'autres seront avancés — est l'incompétence du travailleur. Le 3 février l'ensemble des travailleurs décide la grève active pour soutenir leur camarade.

La direction n'accepte de négocier que si la grève s'arrête. Le 13 février la CGT appelle à reprendre le travail et rompt l'unité syndicale avec la CFDT. La majorité des travailleurs poursuivra la grève totale jusqu'au 19, date à laquelle la section CFDT décide de reprendre le travail dans le but de négocier.

Mais en réalité, les patrons ne veulent rien savoir. Dès le 24, ils entament un plan de «restructuration» de l'entreprise, autrement dit de déqualification pour certains grévistes actifs, et le 26 février, ils annoncent un deuxième licenciement, à nouveau un militant CFDT.

Aussitôt la section CFDT organise un débrayage quotidien de deux heures et décide de populariser largement le conflit. La direction CGT accuse les grévistes et la CFDT de «saboter l'outil de travail», c'est-à-dire appelle les salariés à se plier au bon vouloir des patrons.

C'est d'ailleurs l'argumentation d'une lettre individuelle envoyée par la direction le 21 mars dans le but de faire pression : «par son caractère abusif et par ses méthodes, la grève remet directement en cause l'outil de travail... (..) ces arrêts de travail créent dans le fonctionnement de l'entreprise et dans l'organisation de la production une perturbation anormale et grave, exorbitante de l'exercice du droit de grève pour finir ainsi «faute de reprendre vos fonctions... nous serons dans l'obligation d'entreprendre une procédure de résiliation de votre contrat de travail».

A cette même date, forte du soutien de son syndicat maison (la CGT) qui entretient la division entre les travailleurs, la direction se prononce pour un troisième licenciement, deux mises à pied de

huit jours et d'un avertissement à tous les grévistes : menace de licenciement pour fait de grève.

La section CFDT appelle à la grève générale de 3 jours. La direction pendant ce temps embauche du personnel et utilise des sous-traitants.

La CFDT porte alors plainte pour entrave au droit de grève et atteinte aux libertés syndicales. Les patrons reculeront et devront annuler ces dernières mesures.

Un meeting de soutien aura lieu à la Bourse du travail le 16 juin et une journée portes ouvertes se déroulera le 23.

Cette journée aura une importance décisive pour la poursuite de la lutte. Plus de 150 personnes venues apporter leur soutien y participent. Le syndicat jaune CGT y fera une belle démonstration publique de défense de leurs amis patrons révisionnistes.

Un point est marqué.

Le patronat tentera de faire dévier la lutte en accusant les travailleurs de faire de «l'anticommunisme». Par la même occasion ils annonceront le lendemain de la journée «portes ouvertes» le licenciement d'un quatrième travailleur.

La grève avec occupation est alors immédiatement déclenchée et se poursuit jusqu'à ce jour. Deux militants CGT rendent leur carte et participent à l'occupation. D'autres qui n'ont pas rendu leur carte occupent également. La direction CGT est totalement isolée.

Un patron ira jusqu'à faire croire qu'il a été séquestré pour provoquer l'intervention de la police et accélérer la mise en application du jugement en Référé visant à l'expulsion des grévistes.

La CGT de l'EPUR ainsi que le syndicat CGT Bureau d'études (SNPBE) iront jusqu'à écrire «cont-

ner une grève alors que la trésorerie est en difficulté aboutit à faire grossir le nombre des chômeurs». C'est clair «lutter contre les licenciements, c'est lutter pour les licenciements», telle est la théorie de nos révisionnistes.

La direction CGT ira même jusqu'à écrire dans un communiqué passé dans «L'Humanité» blanche du 27 juin «des éléments extérieurs à l'entreprise, à la profession, et au syndicalisme occupent les locaux, séquestrent un directeur».

Toutes ces manœuvres du patron et de son «syndicat», d'autant plus réactionnaires qu'elles se parent du manteau de «communisme», n'ont pas arrêté la combativité des travailleurs.

Au contraire, ils sont décidés à lutter jusqu'au bout pour obtenir satisfaction. Chacune des manœuvres patronales ne fait qu'élever leur vigilance devant ces prétendus patrons progressistes.

Ceux-ci aujourd'hui acculés par les travailleurs ont fait appel au syndicat pour liquider l'entreprise. C'est là, leur unique réponse face à des travailleurs qui luttent contre tout licenciement. Elle ne changera en rien leur détermination à continuer, car chacun sait aujourd'hui, que quel que soit le patron, l'entreprise est viable, et que les licenciements sont politiques.

Les communistes marxistes-léninistes de France apportent leur soutien à la lutte des travailleurs de l'EPUR contre les licenciements, et pour les libertés syndicales.

Pour tout renseignement : Comité de soutien aux travailleurs de l'EPUR, 11, rue Jean de Beauvais, 75005 Paris (téléphone 325 16 47), permanence le mercredi à partir de 18 heures, ou au bureau de l'EPUR, 16 avenue Bosquet, Paris 7e.

## TOURS

### UNE LUTTE CONTRE L'AUGMENTATION DES LOYERS

A Tours, dans une copropriété pompeusement nommée «Résidence Verte», et dont la majeure partie est louée, la lutte contre les augmentations des loyers et des charges continue. En septembre 74, c'est contre la note d'eau chaude que les locataires s'élèvent. Depuis lors, un tiers d'entre eux n'a pas payé une goutte d'eau chaude. Mais les locataires n'ont pas su à ce moment surmonter les difficultés causées par les différents modes de paiement des loyers (à des propriétaires, des notaires, des agences...) pour mener le combat dans l'unité.

Aujourd'hui, contre le rappel de charges sur 74, l'augmentation de 100 % des charges, celle de 12 % au moins des loyers, les locataires ont déterminé tous ensemble les formes d'action. Tous les locataires emménagés avant le 1er janvier 75 payent pour loyers et charges, la même somme qu'avant cette date.

Premier recut du syndicat : il fait «cadeau» (sic) des rappels sur 74. Mais ce mot ne fait pas illusion. Le syndicat a d'autres tours dans son sac. Notamment en comptant sur les changements de locataires très fréquents. Or les formes de lutte susdites ne permettent pas d'unir tout le monde contre les augmentations. Il faut prendre exemple sur les locataires en lutte de Grenoble, qui versent les loyers sur un compte bloqué.

Déterminés à combattre toute augmentation, les locataires de la «Résidence Verte» sauront trouver de nouvelles formes de lutte pour unir le plus grand nombre dans leur refus de subir les effets de la crise générale du système capitaliste.

Correspondant H.R.

## CHAMPEX-TOURS

### Les ouvrières disent non aux licenciements

A TOURS, chez Champex, conserverie de champignons, la mobilisation des ouvrières (plus de cent, surtout des femmes, en majorité portugaises) grandit.

Aujourd'hui, le patron n'a plus les mains libres pour débaucher quand il veut, selon les aléas de son commerce. A la pluche, les ouvrières ont refusé les bassines de 7 kg, au lieu de 4,5 kg (le rendement se calcule par bassines de champignons).

Pour s'opposer à cette mobilisation, le patron sort ses armes : la répression (une déléguée CFDT rouée de coups), la mise à pied des déléguées CFDT, le licenciement (refusé par l'Inspection du travail grâce à la mobilisation des ouvrières) d'une déléguée CFDT.

Il joue aussi la carte de la division entre les trois ateliers : pluche, tri, magasin. Il y est aidé par la déléguée CGT qui s'abstient lors du vote du licenciement de la déléguée frappée par le patron ; qui recrute pour du travail au noir ; qui fait circuler une

pétition contre les ouvrières de la pluche !

Cela n'est pas le fait d'une mauvaise tête. On voit bien là, mise en œuvre, la politique réactionnaire de la direction CGT, qui fait tout pour briser les luttes, comme à Sotraip, à Besnier-Flotex... dans la région, à Renault, aux PTT...

Quant au patron, pour essayer de faire payer les effets de la crise capitaliste aux ouvrières, il compte sur le chômage partiel. Face à la mobilisation des ouvrières, il essaie de les endormir en proposant des heures supplémentaires... pour «rattraper» le chômage partiel... selon ses besoins.

En fait, un bon moyen pour faire croire qu'il n'y a pas de danger de réduction massive d'horaires, voire de licenciements.

Mais la lutte continue chez Champex, la force des ouvrières, c'est leur unité, Françaises et immigrées, sans distinction d'atelier.

Elles construiront d'autant mieux leur unité de combat qu'elles démasqueront quelle politique de trahison

suit la déléguée CGT, et les manœuvres du patron.

L'échec du patron sur le licenciement, c'est une victoire de toutes les ouvrières !

Il faut s'unir pour remporter de nouvelles victoires : pour des salaires décent, pour des conditions de travail acceptables, contre le chômage partiel (et donc les heures supplémentaires), contre tout licenciement !

Correspondant H.R. Tours

**SOUSCRIVEZ**  
A  
**L'Humanité**  
rouge

